



**Conférence internationale  
sur le financement du développement**

**Monterrey, Mexique  
18-22 mars 2002**

Distr. générale  
6 mars 2002  
Français  
Original : anglais

Points 9 et 10 de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat ministériel**

**Débat au sommet**

**Lettre datée du 5 mars 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires de la Mission permanente du Mexique  
et le Représentant permanent de la Norvège  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Les Gouvernements mexicain et norvégien, la Banque interaméricaine de développement et le Groupe des 24 ont coparrainé une conférence sur le thème « Financement du développement : les défis régionaux et les banques régionales de développement » et une table ronde sur le thème « Nouvelles propositions concernant le financement du développement », tenues à Washington, les 19 et 20 février 2002.

La conférence et la table ronde ont été organisées par le Centre pour le développement mondial et l'Institut d'économie internationale afin d'appuyer la Conférence internationale sur le financement du développement, qui doit se tenir à Monterrey (Mexique) du 18 au 22 mars 2002.

Nous avons l'honneur de transmettre ci-joint le rapport des présidents sur les résultats de la conférence et de la table ronde (voir annexe). Le rapport a été élaboré par les présidents des deux réunions. Il ne reflète pas nécessairement les vues des Gouvernements mexicain et norvégien.

D'ordre de nos gouvernements respectifs, nous avons l'honneur de demander que le texte de la présente lettre et de son annexe soit distribué comme document de la Conférence internationale sur le financement du développement.

L'Ambassadeur,  
Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente du Mexique  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Roberta **Lajous**

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de la Norvège  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Ole Peter **Kolby**

\* A/CONF.198/1.



**Annexe à la lettre datée du 5 mars 2002, adressée  
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires de la Mission  
permanente du Mexique et le Représentant permanent  
de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Nouvelles propositions et défis régionaux  
concernant le financement du développement**

**Rapport des présidents\* établi par le Centre pour le développement  
mondial et l'Institut d'économie internationale**

Les 19 et 20 février 2002, le Centre pour le développement mondial et l'Institut d'économie internationale ont organisé à Washington deux réunions liées entre elles visant à mettre au point des idées et des contributions pour la Conférence internationale sur le financement du développement qui doit se tenir à Monterrey (Mexique). La première réunion était une conférence sur le **Financement du développement : les défis régionaux et les banques régionales de développement**. La deuxième était une table ronde de haut niveau sur les **Nouvelles propositions concernant le financement du développement**. Ces réunions étaient coparrainées par le Gouvernement norvégien, le Gouvernement mexicain, la Banque interaméricaine de développement et le Groupe des 24. Les participants comprenaient un nombre limité de ministres des finances, de gouverneurs de banque centrale et de ministres du développement de toutes les régions du monde ainsi que plusieurs experts spécialistes des politiques et universitaires de renom qui ont eu des échanges informels et francs pendant ces réunions d'une durée de deux jours. Le présent rapport contient les observations et conclusions issues de leurs délibérations.

Les réunions avaient un double objectif : premièrement, identifier les initiatives permettant d'accroître les ressources financières disponibles pour le développement qui devraient être examinées sérieusement au niveau politique à Monterrey; et, deuxièmement, aborder la coopération régionale et le rôle spécifique des banques régionales de développement, une question qui a largement échappé à l'attention du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement.

La principale conclusion issue des réunions a été que les objectifs de développement ambitieux de la Déclaration du Millénaire ne peuvent être atteints que grâce aux effets conjugués d'une augmentation des flux financiers vers les pays en développement et d'une efficacité accrue de ces flux dans l'obtention de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Cela implique en outre un accroissement non seulement de l'aide extérieure, mais également des investissements privés, intérieurs et extérieurs. Les participants à la Conférence ont convenu que le potentiel offert par les banques régionales de développement, en particulier pour mobiliser des flux privés plus importants et pour aider les

---

\* Les réunions étaient présidées par la Présidente du Centre pour le développement mondial, Nancy Birdsall, et le Directeur de l'Institut d'économie internationale, Fred Bergsten. Le rapport peut être consulté sur le site Web du Centre pour le développement mondial à l'adresse : <[www.cgdev.org](http://www.cgdev.org)>.

emprunteurs à avoir un accès plus soutenu et moins coûteux aux marchés mondiaux, n'a pas été pleinement exploité.

## **1. L'aide en temps que source de financement**

### **Efficacité de l'aide**

Bien qu'il y ait des lacunes dans les politiques d'assistance et de développement qui doivent être abordées, il existe un vaste consensus selon lequel les programmes d'assistance peuvent être efficaces et l'accroissement de l'aide publique au développement (APD) est essentielle pour parvenir aux objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire. L'aide n'est pas suffisante, mais elle joue un rôle indispensable. Le rapport Zedillo (confirmé ensuite par un rapport de la Banque mondiale) estime qu'il faut un montant supplémentaire de 50 milliards de dollars des États-Unis par an pour atteindre les objectifs. Par ailleurs, le rapport souligne que des politiques prudentes et efficaces dans les pays en développement et des réformes des mécanismes utilisés par les donateurs pour la fourniture de l'aide sont nécessaires pour rendre l'APD plus efficace. Le défi consiste à la fois à accroître l'aide et à améliorer l'efficacité de l'APD qui est déjà fournie.

Un certain nombre de participants à la conférence ont donné des exemples des flux d'aide qui fonctionnent effectivement et ont affirmé qu'une augmentation importante des fonds au titre de l'aide peut facilement être utilisée à bon escient. Ils ont déclaré que, dans les seuls domaines de la santé et de l'éducation, les pays donateurs pourraient doubler le montant des fonds qu'ils dépensent actuellement et être certains qu'ils seront bien utilisés. Des programmes importants et bien conçus comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et le Partenariat pour arrêter la tuberculose de l'OMS sont paralysés à cause d'un manque de fonds. La Commission de l'OMS sur la macroéconomie et la santé, présidée par Jeffrey Sachs, a démontré qu'une amélioration de l'état de santé peut avoir un impact considérable sur le développement.

### **Suivi des résultats**

Il existe un consensus au sujet de la nécessité de suivre de près les résultats des politiques de développement et d'établir un lien entre l'aide et les résultats obtenus. Les donateurs et les pays en développement sont responsables envers les pauvres du monde et les contribuables de faire en sorte que l'aide est utilisée d'une manière judicieuse. Les pays développés devraient centrer leur attention sur le volume et la qualité de l'assistance, l'accès aux marchés, et le renforcement de la représentation et de la participation des pays en développement dans les organisations multilatérales. Les pays en développement devraient centrer leur attention sur toute la série de conditions préalables au niveau interne qui sont requises pour le développement, c'est-à-dire sur la bonne gestion des affaires publiques au sens le plus large du terme. Plusieurs participants ont également mentionné la responsabilité des pays donateurs en ce qui concerne leurs engagements envers les pays pauvres.

Nous avons pris part aux programmes d'ajustement structurel, nous avons libéralisé, nous avons ouvert notre économie, le shilling ougandais est librement convertible, et ainsi de suite. J'ai dit au FMI : « Écoutez, vous êtes le médecin et j'ai suivi l'ordonnance que vous m'avez donnée et je me suis comporté de la manière prévue, mais je ne vois toujours pas le bout du tunnel. »

*Gerald Ssenduala*  
*Ministre ougandais des finances*

### **Des dons ou des prêts à des conditions de faveur?**

Il est largement admis que de nombreux problèmes de développement doivent être financés au moyen de dons, et que certains pays ont des niveaux d'endettement insoutenables. Les participants ont convenu en principe qu'une partie des ressources fournies à des conditions de faveur par la Banque mondiale devrait servir pour des dons. Il a été convenu en général que les ressources fournies par l'Association internationale de développement (IDA) pour couvrir les besoins dans certains domaines comme la reconstruction après un conflit, les catastrophes naturelles, la lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies infectieuses devraient l'être sous forme de dons.

Il y a aux États-Unis un esprit charitable qui est plus disponible que l'assistance fournie par le Gouvernement fédéral à son niveau actuel, mais je ne pense pas que cela deviendra une réalité jusqu'à ce que nous puissions mieux démontrer la valeur obtenue pour l'argent dépensé.

*Paul O'Neill,*  
*Secrétaire au Trésor des États-Unis*

Toutefois, il n'y a pas eu de progrès réels dans le débat en cours entre les Américains et les Européens sur la proportion (qui peut aller de 10 à 50 %) des ressources qui devraient être affectées aux dons. Un certain nombre de ministres ont affirmé que l'attention devrait être centrée sur la nécessité d'accroître le financement, et non sur les transferts de fonds d'un circuit à un autre.

Au cours des réunions, les échanges de vues ont montré que le désaccord entre les donateurs américains et européens ne porte pas vraiment sur un nombre arbitraire pour la part des dons dans les décaissements de la Banque mondiale. En fait, la question centrale est la divergence de vues en ce qui concerne la volonté d'engager des fonds pour accroître l'aide au développement. Certains participants à la Conférence ont indiqué qu'un compromis éventuel pourrait être la proposition de Gordon Brown concernant un accord en vertu duquel les donateurs déclarent leur engagement à long terme d'accroître les fonds à condition que les pays en développement s'engagent envers une bonne gestion des affaires publiques et en vertu duquel l'aide fournie dépend des résultats démontrés sur le terrain.

C'est dans l'APD que nous avons eu des insuffisances. C'est au sujet de l'APD que la Conférence de Monterrey doit d'une manière urgente dépasser le consensus de Monterrey obtenu à New York. C'est notre devoir envers nous-mêmes, et envers nos partenaires de développement, d'oeuvrer constamment en vue d'une plus grande efficacité dans le développement. Mais le simple fait d'améliorer la qualité ne peut pas résoudre le problème du financement insuffisant de nos efforts de développement.

*Hilde Frafjord Johnson  
Ministre du développement  
international de la Norvège*

## 2. Nouvelles initiatives de financement

Plusieurs nouvelles initiatives concernant la pénurie de fonds pour le développement mettent l'accent sur la supériorité des actions collectives de plusieurs pays par rapport aux décisions prises au niveau d'un seul pays. Lors des réunions, le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz a affirmé que la coopération entre certains pays pour constituer un pool de réserves communes de devises étrangères permettrait de réduire considérablement le coût de substitution élevé entraîné par le maintien de réserves séparées pour chaque pays. De l'avis de Stiglitz, cette approche coopérative permettrait aux pays de libérer des ressources pour le développement.

La création d'une nouvelle source de financement au niveau mondial est également au centre de la proposition faite par George Soros. Soros préconise un nouveau mécanisme pour l'allocation de la nouvelle série de droits de tirage spéciaux (DTS) qui devraient être émis par le Fonds monétaire international (qui attend actuellement l'approbation du Congrès des États-Unis). Soros a proposé que les pays industriels fassent don de leur part de DTS aux pays en développement. Les ressources ainsi transférées serviraient à financer des projets de développement, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, au sein d'un vaste « marché de projets ». L'utilisation de ces ressources serait soumise à des conditions clairement définies et serait surveillée par un groupe d'experts totalement indépendant du FMI.

Les avantages et les limitations de ces propositions ont été examinés lors des réunions. Par exemple, ceux qui s'opposent à la proposition de Soros ont fait valoir que l'utilisation immédiate des DTS alloués entraînerait une création de masse monétaire qui pourrait provoquer des pressions inflationnistes dans le monde entier. D'autres participants n'étaient pas d'accord avec l'idée d'utiliser des fonds visant à résoudre les problèmes de liquidités pour financer des projets à long terme. Il n'était pas étonnant que les partisans de la proposition estiment que les avantages de l'obtention de ressources supplémentaires pour le financement dépassaient de loin les risques inhérents.

### **3. Instruments et politiques permettant d'attirer des capitaux privés étrangers**

Bien que les participants aient reconnu que les capitaux privés étrangers ne permettaient pas de répondre à tous les besoins en matière de développement, ils ont noté qu'il était de la plus grande importance pour la plupart des pays en développement d'avoir régulièrement accès aux marchés financiers internationaux car leurs besoins en matière d'investissements étaient plus importants que l'épargne dont ils disposaient actuellement. Les objectifs de l'aide publique ne pouvaient être atteints sans des sources complémentaires de financement privé. Les participants à la Conférence sont convenus que l'amélioration de l'accès aux marchés entraînait de la part des pays en développement d'importants efforts. Les ministres, aussi bien ceux des pays en développement que ceux des pays industrialisés, se sont accordés à dire que l'investissement privé à long terme n'était possible que si les éléments fondamentaux de l'économie étaient stables, les droits de propriété clairement définis et les principes du droit dûment respectés. À cet égard, le rôle des banques régionales de développement a été souligné. Parce que ces dernières connaissaient bien la situation économique et politique d'une région, on a estimé qu'elles étaient particulièrement bien placées pour aider les pays à mener à bien la deuxième génération des réformes nécessaires pour attirer les investissements privés.

Les participants ont examiné quels seraient les avantages et les inconvénients d'utiliser dans les pays en développement les normes et codes internationaux actuellement élaborés par le Comité de Bâle. Ils sont convenus que ces normes permettraient de renforcer le rôle de la discipline de marché et, partant, de faciliter l'accès desdits pays aux marchés financiers internationaux. La plupart des participants ont toutefois noté avec préoccupation qu'il n'était guère utile de se conformer immédiatement et pleinement à des normes qui ne tenaient pas compte de la précarité des marchés financiers dans nombre de pays en développement (et, dans certains cas, des risques élevés et imprévisibles inhérents à leur dette intérieure). Il s'avérait en outre trop coûteux pour la plupart des pays en développement de respecter lesdites normes. Les problèmes ci-après, qui touchent ces pays, ont été évoqués : a) nombre trop élevé de normes; b) ressources et capacités techniques insuffisantes pour mettre celles-ci en oeuvre; et c) implication insuffisante des pays (ces derniers ne participaient pas véritablement à la conception des normes ou à l'établissement des priorités).

Conscients de ces problèmes, les participants ont estimé que les banques régionales de développement pourraient jouer un rôle clef pour tenter de rapprocher les institutions chargées d'évaluer les normes (en particulier, le FMI et la Banque mondiale) et les pays en développement. Les participants ont identifié trois instruments à la disposition des banques régionales de développement : les prêts qu'elles consentent, notamment à l'appui de la réforme du secteur financier; leur pouvoir de rassemblement, en particulier du secteur privé; et leurs capacités d'assistance technique.

De manière plus générale, les banques régionales de développement pouvaient, grâce à ces instruments et à leurs capacités (relativement limitées par leurs propres politiques, sauf dans le cas de la BERD) à fournir des prêts directs et des garanties au secteur privé pour stimuler les flux de capitaux privés, aider les pays à améliorer leurs propres marchés financiers, promouvoir le développement des marchés de capitaux régionaux et faciliter l'accès aux marchés financiers internationaux en se

servant de l'expérience qu'elles avaient acquise et des contacts dont elles disposaient au sein de ces marchés pour le compte de leurs membres. Elles étaient enfin susceptibles de contribuer à circonscrire les effets au niveau régional des crises financières nationales en communiquant aux marchés de capitaux mondiaux un flux constant d'informations sur les politiques et institutions nationales, leur permettant de traiter les pays d'une même région d'une manière différente. L'octroi par les banques régionales de développement de prêts de liquidités d'urgence lors des crises financières était davantage sujet à controverse. Certains participants sont convenus par l'octroi de ces prêts relevait uniquement du FMI. D'autres ont noté qu'au cours de crises récentes, les banques régionales de développement avaient joué un rôle essentiel en fournissant le soutien budgétaire à court terme nécessaire au maintien et à la remise sur pied de programmes de sécurité sociale anticycliques à moyen terme essentiels au développement.

#### **4. Régionalisme : un géant endormi pour ce qui est de la mobilisation des ressources financières nécessaires au développement**

Les débats ont permis de parvenir à un consensus sur les avantages des échanges commerciaux et de l'intégration financière régionaux. Ces accords commerciaux facilitant la croissance, ils permettaient de dégager des ressources pouvant être affectées aux objectifs de développement. En outre, l'ouverture réciproque des marchés aux biens et aux services financiers facilitait les investissements étrangers directs et l'afflux de capitaux à long terme qui s'y rattachait. Les participants ont estimé que l'intégration régionale complétait plutôt qu'elle ne remplaçait la mise sur pied de marchés mondiaux plus intégrés. Le régionalisme permettait de faire avancer les négociations multilatérales, notamment parce qu'il incitait les régions à prendre les choses en main. Le cas de l'Union européenne en particulier a été cité.

Un certain nombre de participants ont fait valoir que l'intégration régionale était en soi un bien collectif régional. Les difficultés rencontrées pour coordonner les initiatives de différents pays ou mener une action collective entravaient les efforts déployés au niveau régional. La dimension de biens collectifs de l'intégration régionale rendait nécessaire l'appui apporté par les banques régionales de développement. Ces institutions pouvaient fournir l'ascendant intellectuel favorisant la promotion du régionalisme. Elles pouvaient également aider les pays à se doter des capacités leur permettant de relever les défis du régionalisme et notamment de réformer les marchés de l'emploi et des capitaux, de mettre en place les infrastructures et la réglementation nécessaires pour être compétitifs sur la scène internationale et de créer des filets de sécurité sociale visant à minimiser l'impact de la réaffectation des ressources sur les pauvres.

Le régionalisme allait toutefois au-delà des accords commerciaux et financiers. Il comprenait également la fourniture des biens et des services collectifs régionaux qui étaient essentiels au développement mais n'étaient pas produits par les marchés ou par des nations seules. En dépit de leur importance, nombre de biens collectifs régionaux essentiels souffraient du manque d'investissements. Des investissements régionaux dans la création d'infrastructures transfrontières, l'élaboration de programmes visant à enrayer des maladies contagieuses et la gestion des bassins versants et de problèmes régionaux tels que les débordements environnementaux s'avéreraient pourtant fort rentables.

D'importantes initiatives régionales telles que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) ou des efforts de gestion commune de ressources naturelles comme l'initiative concernant le bassin du Nil ou la Commission du Mékong étaient importantes non seulement pour le développement des pays qui y participaient mais également en tant qu'instruments essentiels à la prévention et au règlement des conflits, conditions indispensables au développement. Elles étaient toutefois difficiles à organiser et à financer.

Là encore, les banques régionales de développement étaient bien placées pour faciliter l'action collective. Du fait de la proximité culturelle et du rôle joué par les emprunteurs dans leur gestion, les banques régionales de développement étaient à même de rassembler et de diffuser des informations, de faciliter les négociations et de transférer des fonds, notamment à l'appui des initiatives régionales elles-mêmes. En participant à ces activités, les banques régionales de développement avaient la possibilité d'obliger les pays à s'engager sur la voie des réformes et de créer des forums où les parties pouvaient se rencontrer pour aborder les problèmes régionaux. Pour le moment, les banques régionales de développement ne disposaient toutefois pas d'autres instruments que les dons pour financer les biens collectifs régionaux, les prêts consentis imposant aux gouvernements bénéficiaires de fournir des garanties et la répartition entre emprunteurs des avantages découlant des biens régionaux causant problème.

## **5. Accroissement de l'épargne nationale : source durable de financement du développement**

Il s'est avéré au fil des débats que les participants convenaient de la nécessité pour les pays en développement de créer leurs propres sources de financement. Il s'agissait là d'un élément particulièrement important compte tenu de la volatilité bien connue des flux internationaux de capitaux privés. Bien que l'on sache pertinemment que l'obtention de ratios d'épargne nationale adaptés à une croissance durable et au développement était un objectif à long terme, un certain nombre de participants ont souligné qu'il convenait de jeter les bases qui permettraient de parvenir à cet objectif. Ils ont à cet égard souligné combien il importait de disposer de systèmes bancaires viables et de développer les marchés financiers nationaux. L'existence de systèmes financiers nationaux fonctionnant bien était en effet essentielle si l'on voulait inciter les déposants à investir leurs économies dans des instruments à long terme et faire en sorte que cette épargne soit productive. En bref, même si l'aide étrangère était essentielle pour combler l'écart colossal qui existait entre les investissements nécessaires et l'épargne nationale actuelle, ce serait la capacité des pays en développement à créer une épargne intérieure qui permettrait d'évaluer l'utilité succès de l'aide apportée.

---